

confrontation avec les autres sciences humaines souvent vivifiante, mais elles ne dispensent pas des éléments de méthode proprement historiques comme l'intérêt pour le document et sa critique ou la périodisation, la prise en compte de dynamiques temporelles. Or le lecteur a plus souvent l'impression d'une compilation d'informations parfois lacunaires, parfois aussi de seconde main, au service d'un schéma théorique rigide et répétitif, parfois caricatural (ainsi de l'opposition entre privé et public p. 250). Peut-être l'auteur a-t-il voulu embrasser trop vite un sujet plus vaste qu'il ne le pensait. On sort donc de la lecture peu convaincu par le portrait de Domitien et de ses rapports avec les forces politiques de l'empire romain. Ajoutons que si les sources sénatoriales doivent être critiquées et s'il faut refuser les spéculations psychologisantes, l'insistance de nos sources sur le caractère de Domitien est peut-être quand même significative. Les rapports politiques ne sont pas seulement une affaire de « communication », ils sont aussi affaire d'affects qui sont à historiciser et à replacer dans leur contexte social. Les détenteurs du pouvoir suprême exécrables, même compétents – et ils ne le sont pas toujours –, existent, leur irrationalité aussi, notre époque – comme les autres – en témoigne. Enfin, la réalisation de l'ouvrage est insuffisante : les coquilles ne manquent pas et l'index des sources (où la *PIR* figure dans les références épigraphiques !) a été compilé de manière automatique sans relecture, ce qui donne une organisation où le livre 10 des lettres de Pline vient avant le livre 2 ; en outre il n'est pas fiable et n'a donc pas d'usage réel. À considérer l'ouvrage et ses insuffisances, on se dit que l'auteur n'est pas le seul à blâmer : un véritable travail de direction éditorial manque tant dans la sélection que dans la relecture, et pour la forme comme pour le fond.

Benoît ROSSIGNOL

Miko FLOHR & Andrew WILSON (Ed.), *The Economy of Pompeii*. Oxford, University Press, 2017. 1 vol. 16 x 24 cm, XVII-433 p., 86 fig., 21 tableaux. (OXFORD STUDIES OF THE ROMAN ECONOMY). Prix : 95 £. ISBN 978-0-19-878657-3.

Un profond renouvellement des connaissances en matière d'économie antique, d'intenses programmes de recherches sur le terrain tant urbain que périphérique permettent une réévaluation des fonctionnements économiques de Pompéi. Il n'est donc pas surprenant que l'équipe oxonienne des « Studies on the Roman Economy » autour de Andrew Wilson et de Miko Flohr ait été tentée de faire le point, trente ans après la thèse de Willem Jongman, *The Economy and Society of Pompeii* (1988). Pompéi cristallise depuis plus d'un siècle de nombreuses questions autour de la définition de la ville antique, de son fonctionnement dynamique ou parasitique, de sa structure sociétale, de l'évolution urbaine entre le II^e siècle av.n.è. et le milieu du I^{er}. Les participants au colloque qui s'est tenu à Oxford en 2012 entendent démontrer qu'étudier une ville comme Pompéi, qui autorise toutes les approches méthodologiques et disciplinaires, n'est pas un « cul-de-sac » comme le prétendait Finley mais une ouverture essentielle dans le débat sur l'urbanisme et l'économie antiques : « Pompeii is perhaps the best place to do it ». Ce qu'ils n'ont guère de peine à démontrer. Une quinzaine de points sont rencontrés. On pourrait en décupler le nombre. On resterait toujours en deçà de l'immense potentiel des cités vésuviennes, avec un inépuisable « excavated housing stock » et un terroir rural encore largement

inexploité. Un premier pôle de réflexion tourne autour des standards de vie au départ de l'identification et de l'analyse des objets retrouvés, poterie, métal, verrerie, accessibles à beaucoup, mais avec des différenciations qualitatives soutenues par des stratégies différenciées de consommation, ce que révèle aussi la table pompéienne en matière de mets de plus en plus différenciés voire exotiques. Côté anthropologique, malgré les conditions dégradées de conservation du matériel, le diagnostic est intéressant : contrairement aux idées reçues sur les carences nombreuses dont souffriraient les Romains, les gens de Pompéi se portent plutôt bien avec une honnête espérance de vie, sauf accident... Retour à l'économie avec un deuxième pôle de recherche qui se penche d'abord sur les emplacements artisanaux et commerciaux dans la ville et aboutit à une nouvelle géographie des axes les plus fréquentés et recherchés, une étude étonnante que ne rejeterait pas un sociologue-urbaniste contemporain. Un zoom sur le quartier, l'*insula* ou la maison permet de suivre la politique d'investissement des propriétaires parfois depuis le II^e siècle av. n.è. comme dans le cas de la Casa delle Vestali. Originale aussi l'approche économique de la peinture pompéienne au départ de l'étude comparative des programmes de deux ateliers qui fonctionnent en même temps, mais avec des catégories de clientèles différentes. On peut associer à cette rubrique l'étude de Nicolas Monteix sur le fonctionnement des boutiques d'artisan et des entreprises de production. Très prudent quant à l'interprétation économique et commerciale de la *taberna*-atelier, Monteix préfère se concentrer sur le « système technique » cher à Bertrand Gilles et la démarche opératoire autour d'une production, insistant aussi sur la dimension chronologique à évaluer et sur les recherches à poursuivre et à approfondir en matière de technologies productives... avant de tenter des modélisations micro- ou macroéconomiques. Il a raison. On évoque souvent depuis quelques années l'existence d'une économie monétaire antique active et dynamique. Les liens monnaie-commerce-échange permettent d'élargir le cercle des activités pompéiennes à la sphère régionale, la baie de Naples, et supra-régionale, la Méditerranée occidentale. On peut établir aussi le lien entre la circulation des espèces et les documents bancaires et confirmer l'importance croissante de la monnaie scripturale, crédit, prêt, lettre de change. *In fine* la parole est donnée à Willem Jongman pour une « révision » attendue à laquelle il se prête volontiers, acceptant, non sans quelque réticence, le verdict moderniste auquel aboutissent les collègues de la nouvelle génération. En conclusion, les points significatifs retenus par les animateurs du projet : l'épaisseur chronologique de l'économie pompéienne aujourd'hui mieux perçue et stratigraphiée fait de Pompéi un modèle significatif dans toute approche urbaine entre le II^e siècle av.n.è. et le I^{er} de n.è. ; Pompéi, c'est aussi une région riche, agraire et maritime, à laquelle la ville est liée dans un marché interconnecté, actif, source d'enrichissement ; mais c'est aussi une ville-marché productive, avec 800 boutiques en plus des espaces publics, 150 tavernes de confection et distribution alimentaire, 39 boulangeries ; les *tabernae* à petit débit sont nombreuses, mais les maisons à atrium sièges de grosses entreprises au cœur même de la ville, foulonneries, poteries, boulangeries, parfumeries, tissage, démontrent un investissement entrepreneurial avec spécialisation, division du travail, réseau artisanal ; petite, moyenne et grosse bourgeoisie, classes « moyennes » et grandes familles, se partagent le marché de la production, mais il est souvent difficile de préciser qui est propriétaire, mandataire, agent ou contractuel de l'entreprise, et de savoir qui investit et qui bénéficie du rendement ; la

ville est moyenne en nombre d'habitants – avec 10 ou 12 000 habitants on est loin du million de résidents à Rome – mais la qualité de vie la plus élevée y est disponible et accessible ; l'économie y est à la fois stable et en croissance ; en somme, Pompéi bénéficie d'une économie de marché connectée à investissement productif qui crée l'enrichissement et le bien-être pour beaucoup, une structure efficace « enable to use the urban economy as tool for social development ». Ce beau credo néo-libéral fera sans doute plaisir à certains, mais pour les historiens plus critiques, la prudence restera de mise. Si l'on met ensemble les patrons-propriétaires et la « middle class » qui gère la production et qui bénéficie jusqu'à un certain point des bénéfices de l'investissement, avons-nous affaire à la majorité de la population ? La réponse est non. Nous sommes dans une économie pré-industrielle et pré-mécanique où toute la main-d'œuvre de base dans la production est dépendante ou servile. Une villa gérée par un *vilicus*, ou une entreprise, par un agent, un chantier de construction ou un bâtiment public, impliquent une foule de manœuvres. Pour un *pistor*-patron, combien de travailleurs qui dorment à l'écurie ou dans une resserre ? Quel est le confort de la paillasse de l'ânier ? Et de quelle flexibilité positive bénéficie un journalier briquetier ? L'ouvrage dirigé par Wilson et Flohr est bien fait, intéressant et novateur, mais je ne puis partager l'optimisme social des conclusions. Georges RAEPSAET

Brigitte MARIN & Catherine VIRLOUVET (Ed.), *Entrepôts et trafics annonaires en Méditerranée (Antiquité-Temps modernes)*. Rome, École française de Rome, 2016. 1 vol. 16 x 24 cm, VIII-406 p., ill. (COLLECTION DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME, 522). Prix : 30 €. ISBN 978-2-7283-1246-7.

Le volume présente les principaux résultats d'un programme initié dans le cadre du réseau d'excellence euro-méditerranéen des centres de recherche en sciences humaines sur l'aire méditerranéenne, dont sont issus déjà plusieurs volumes consacrés aux productions, circulations et stockage des grains, de l'Antiquité au XVIII^e siècle. Pour la partie antique, un programme « Entrepôts et lieux de stockage dans le monde gréco-romain antique » a été développé et fera l'objet prochainement d'une publication. Si le marché, les négoce, les circuits annonaires et l'approvisionnement de Rome ont fait l'objet de nombreuses études, le stockage proprement dit, dans ses aspects les plus concrets et techniques, était peu abordé. Il l'est aujourd'hui dans un beau volume collectif qui confronte les données antiques et les Temps modernes à travers des exemples significatifs, tels la Sicile, Naples, Venise ou les municipalités espagnoles. Le blé étant le fondement alimentaire de la société et les villes dépendant d'un approvisionnement extérieur, les conditions, la gestion et l'administration des stocks constituent des opérations fondamentales pour les États, les cités ou le privé. Car les acteurs sont nombreux, de l'État romain aux rois de Naples et des deux Siciles, qui ont à assurer la continuité de la fourniture du blé et à garder sous contrôle dans les meilleures conditions les stocks approvisionnés. Saisis dans la longue durée de leur histoire, « les entrepôts [...] constituent un bon observatoire pour mieux comprendre les systèmes d'approvisionnement eux-mêmes et les transformations qu'ils ont subies au cours du temps ». La première partie est consacrée aux synthèses. La distribution géographique des entrepôts, localisations et réseaux, par Marie-